

**26 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, a) et b);

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, titre III, chapitre II - Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics, notamment les articles 93, alinéa 4, 94 et 96, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment les articles 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, b), 4, §§ 3 et 6, 5, § 2, alinéa 3, et 22;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 février 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 10 février 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose pour le 1<sup>er</sup> janvier 1998 de préciser les missions, le public-cible et l'encadrement des services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi;

Considérant qu'il y a lieu sans tarder de prendre des mesures spécifiques destinées à des personnes en difficulté en raison du contexte économique et de la situation du marché de l'emploi;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "le Ministre" : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

2<sup>o</sup> "l'Administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> "le FOREm" : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4<sup>o</sup> "les A.C.S." : les agents contractuels subventionnés;

5<sup>o</sup> "les S.L.A.I.E." : les services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi constitués en associations sans but lucratif regroupant obligatoirement les pouvoirs publics locaux, le FOREm et des partenaires privés;

6<sup>o</sup> "l'arrêté" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

**Art. 2.** Le Gouvernement autorise la création d'un S.L.A.I.E. dans une commune en tenant compte des critères suivants :

1<sup>o</sup> le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au FOREm et résidant dans la commune par rapport au nombre d'habitants de la commune;

2<sup>o</sup> le nombre de bénéficiaires du minimum de moyen d'existence inscrits au centre public d'aide sociale par rapport au nombre d'habitants de la commune;

3<sup>o</sup> l'absence d'un bureau de placement permanent du FOREm sur le territoire de la commune;

4<sup>o</sup> les difficultés de communication que rencontrent les personnes en difficulté de la commune pour se déplacer vers les services du FOREm.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les S.L.A.I.E. doivent répondre aux critères suivants :

1<sup>o</sup> les pouvoirs publics locaux ne peuvent jouer un rôle prépondérant au sein des conseils d'administration des S.L.A.I.E.;

2<sup>o</sup> les S.L.A.I.E. doivent collaborer avec le FOREm selon les modalités fixées par une convention de partenariat, applicable aux relations entre le FOREm et chacun des S.L.A.I.E., dont le modèle est déterminé par le Ministre.

Le pouvoir public local joue un rôle prépondérant lorsqu'au moins deux tiers des membres du conseil d'administration sont des représentants de celui-ci.

§ 2. La convention de partenariat visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, doit définir, notamment, les obligations des deux parties concernant les modalités :

1<sup>o</sup> d'échange d'informations entre les parties;

2<sup>o</sup> de circulation des documents relatifs aux demandes introduites par les personnes visées à l'article 4, § 2;

3<sup>o</sup> de collaboration en ce qui concerne le traitement des offres d'emploi;

4<sup>o</sup> de collaboration lors d'actions collectives.

§ 3. Les S.L.A.I.E. opérant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent conclure une convention de partenariat, telle que prévue au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, au plus tard trois mois après la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les missions des S.L.A.I.E. sont les suivantes :

1<sup>o</sup> accueillir les personnes en difficulté en matière d'insertion ou de réinsertion socio-professionnelle;

2<sup>o</sup> informer ces personnes sur les possibilités d'emploi et de formation, ainsi que sur les services spécialisés du FOREm ou offerts par d'autres opérateurs;

3<sup>o</sup> orienter ces personnes, sur base des besoins identifiés, vers les services compétents en matière d'emploi et de formation professionnelle;

4° effectuer un accompagnement personnalisé de ces personnes et mener des actions volontaristes à leur égard afin de faciliter leur insertion ou leur réinsertion socio-professionnelle.

§ 2. Par personnes en difficulté, on entend prioritairement :

1° les demandeurs d'emploi inoccupés pendant 12 mois au moins dans les 24 mois qui précèdent la mise en œuvre d'une des missions visées au § 1<sup>er</sup>;

2° les bénéficiaires depuis six mois au moins du minimum de moyens d'existence instauré par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

3° les bénéficiaires depuis six mois au moins de l'aide sociale prévue par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

4° les demandeurs d'emploi inscrits auprès du FOREm qui ne sont pas détenteurs d'un certificat ou d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

5° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

6° les demandeurs d'emploi handicapés inscrits auprès de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

§ 3. Les demandeurs d'emploi n'appartenant pas aux catégories reprises au § 2 ne peuvent représenter plus de 10 % du public concerné par les actions à mener dans le cadre du plan d'activités visé à l'article 7.

**Art. 5.** Les S.L.A.I.E. peuvent occuper des A.C.S. selon les modalités déterminées par l'arrêté.

**Art. 6.** Le FOREm contribue au recrutement des ACS en ce qui concerne la définition du profil et la présélection des candidats, ainsi qu'à la formation initiale et continue de ce personnel.

**Art. 7.** Les S.L.A.I.E. établissent, chacun en ce qui le concerne, un plan annuel d'activités et un rapport annuel d'activités selon les modèles déterminés par le Ministre.

Le plan d'activités doit être transmis, au Ministre, au FOREm, à l'Administration et au Comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent, au plus tard pour le 15 novembre de l'année qui précède celle concernée par le plan d'activités.

Le rapport d'activités doit être transmis, au Ministre, au FOREm, à l'Administration et au Comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent au plus tard pour le 31 mars de l'année qui suit celle visée par le rapport d'activités.

**Art. 8.** Le FOREm fait état, dans son rapport annuel, des résultats de sa collaboration avec les S.L.A.I.E..

**Art. 9.** Les S.L.A.I.E. garantissent aux personnes auxquelles ils offrent leurs services :

1° la confidentialité et le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée dans le traitement des données;

2° l'application des principes suivants : l'égalité des usagers, la transparence et l'accessibilité de ses services.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour assurer le suivi et l'évaluation des actions définies dans le cadre des missions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, et de la convention de partenariat visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, un comité de suivi est mis en place dans chaque S.L.A.I.E. Il est composé :

1° d'un représentant de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

2° de deux représentants du FOREm désignés par son administrateur général ou son délégué;

3° du président du conseil d'administration du S.L.A.I.E. ou de son délégué et d'un membre du personnel du S.L.A.I.E.

§ 2. Ce comité a pour mission :

1° d'évaluer trimestriellement l'état d'avancement du plan annuel d'activité;

2° d'évaluer le respect et la réalisation des engagements respectifs de la convention de partenariat;

3° d'examiner, à la demande d'une des parties, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation ou l'application de la convention de partenariat.

§ 3. Le comité se prononce par consensus.

En cas de litige persistant, les parties soumettent celui-ci au Ministre.

**Art. 11.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, b), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés est remplacé par le texte suivant :

« b) en service local d'accueil et d'information pour l'emploi constitué selon les modalités fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 1998 relatif aux services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi. »

**Art. 12.** L'article 4, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, b), ne peuvent engager des agents contractuels subventionnés pour effectuer les missions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 1998 relatif aux services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi. »

**Art. 13.** L'article 22, 1°, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 1997, est abrogé.

**Art. 14.** Le plan annuel d'activités visé à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, doit, en ce qui concerne l'année 1998, être transmis, au plus tard six semaines après la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, au Ministre, au FOREm, à l'Administration et au Comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent.

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 16.** Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 26 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON  
Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 928

[C - 98/27223]

**26. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
über die lokalen Empfangs- und Informationsdienststellen für die Beschäftigung**

Die wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die Sozialversicherung der Arbeiter, insbesondere des Artikels 7, § 1, Absatz 3, a) und b);

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, Titel III, Kapitel II - Schaffung eines Systems von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden, insbesondere der Artikel 93, Absatz 4; 94 und 96, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, insbesondere der Artikel 2, Absatz 1, 7°, b); 4, §§ 3 und 6; 5, § 2, Absätze 3 und 22;

Aufgrund des am 9. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 10. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 9. Dezember 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Dezember 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, bis zum 1. Januar 1998 die Aufgaben, die Zielgruppe und die Rahmenbestimmungen der lokalen Empfangs- und Informationsdienststellen für die Beschäftigung festzulegen;

In der Erwägung, daß es angebracht ist, unverzüglich die spezifischen Maßnahmen zu treffen, die für Personen bestimmt sind, die sich aufgrund der wirtschaftlichen Verhältnisse und der Lage des Arbeitsmarkts in einer schwierigen Situation befinden;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die nachstehenden Begriffe wie folgt zu verstehen:

1° "der Minister": der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

2° "die Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "das FOREm": das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);

4° "der A.C.S.": "agent contractuel subventionné" (das bezuschußte Vertragspersonalmitglied);

5° "die S.L.A.I.E.": die "Services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi" (Lokale Empfangs- und Informationsdienststellen für die Beschäftigung), bestehend aus Vereinigungen ohne Erwerbzzweck, die zwangsmäßig lokale öffentliche Behörden, das "FOREm" und private Partner vereinen;

6° "der Erlaß": der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern;

**Art. 2** - Die Regierung genehmigt die Schaffung einer S.L.A.I.E. in einer Gemeinde unter Berücksichtigung folgender Kriterien:

1° die Anzahl der beim FOREm angemeldeten und in der Gemeinde wohnhaften Arbeitsuchenden im Verhältnis zu der Anzahl der Einwohner dieser Gemeinde;

2° die Anzahl der beim öffentlichen Sozialhilfzentrum angemeldeten Empfänger des Existenzminimums im Verhältnis zu der Anzahl der Einwohner dieser Gemeinde;

3° das Fehlen einer ständigen Arbeitsvermittlungsstelle des FOREm auf dem Gemeindegebiet;

4° die Schwierigkeiten der Verkehrsverbindungen, denen die sich in einer schwierigen Situation befindenden Personen begegnen, um sich zu den Dienststellen des FOREm zu begeben;

**Art. 3** - § 1. Die S.L.A.I.E. müssen folgenden Kriterien entsprechen:

1° die lokalen öffentlichen Behörden dürfen innerhalb des Verwaltungsrats der S.L.A.I.E. nicht mehrheitlich vertreten sein;

2° die S.L.A.I.E. müssen mit dem FOREm gemäß den durch ein auf die Beziehungen zwischen dem FOREm und jeder der S.L.A.I.E. anwendbares Partnerschaftsabkommen, dessen Muster durch den Minister festgelegt wird, bestimmten Modalitäten zusammenarbeiten.

Die lokale öffentliche Behörde darf als mehrheitlich vertreten betrachtet werden, wenn mindestens zwei Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrats erstere vertreten.

§ 2. Das in § 1, Absatz 1, 2° erwähnte Partnerschaftsabkommen muß insbesondere die Verpflichtungen der beiden Parteien bestimmen, und zwar bezüglich der Modalitäten:

- 1° des Informationsaustauschs zwischen den Parteien;
- 2° der Verbreitung der Unterlagen bezüglich der von den in Artikel 4, §2 erwähnten Personen eingereichten Anträge;
- 3° der Zusammenarbeit bezüglich der Bearbeitung der Stellenangebote;
- 4° der Zusammenarbeit bei kollektiven Aktionen.

§ 3. Die S.L.A.I.E., die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses tätig sind, müssen spätestens drei Monate nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt ein Partnerschaftsabkommen abschließen, so wie es in § 1, Absatz 1, 2° vorgesehen ist.

**Art. 4 - § 1.** Die S.L.A.I.E. haben folgende Aufgaben:

- 1° die Personen empfangen, die sich in Sachen beruflicher und sozialer Eingliederung oder Wiedereingliederung in einer schwierigen Situation befinden;
- 2° diese Personen von den Beschäftigungs- und Ausbildungsmöglichkeiten, sowie von den spezialisierten Dienststellen des FOREm oder von Dienstleistungen, die von anderen Einrichtungen angeboten werden, in Kenntnis setzen;
- 3° diese Personen aufgrund identifizierter Bedürfnisse auf Dienststellen orientieren, die in Sachen Beschäftigung und Berufsausbildung zuständig sind.
- 4° eine personalisierte Betreuung dieser Personen gewährleisten und sich für sie aktiv einsetzen, um ihre berufliche und soziale Eingliederung oder Wiedereingliederung zu fördern;

§ 2. Unter dem Begriff "Personen, die sich in einer schwierigen Situation befinden", versteht man vorrangig:

- 1° Arbeitsuchende, die in den 24 Monaten vor der Anwendung einer der in § 1 erwähnten Aufgaben wenigstens 12 Monate unbeschäftigt waren;
- 2° Personen, die mindestens seit sechs Monaten das Existenzminimum beziehen, das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einrichtung eines Rechts auf ein Existenzminimum eingeführt wurde;
- 3° Personen, die mindestens seit sechs Monaten eine durch das Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren vorgesehene Sozialhilfe beziehen;
- 4° Arbeitsuchende, die beim FOREm angemeldet sind und kein Abschlußzeugnis oder Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts besitzen;
- 5° Arbeitslose, deren Empfangsberechtigung für Arbeitslosengeld in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit vorübergehend eingestellt wurde;
- 6° behinderte Arbeitsuchende, die bei der "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) angemeldet sind.

§ 3. Die Arbeitsuchenden, die nicht zu den in § 2 aufgeführten Kategorien gehören, dürfen nicht mehr als 10 % der Bevölkerung darstellen, die von den im Rahmen des in Artikel 7 erwähnten Tätigkeitsplans durchzuführenden Aktionen betroffen sind.

**Art. 5 -** Die S.L.A.I.E. dürfen bezuschußtes Vertragspersonal (A.C.S.) gemäß den durch den Erlaß festgelegten Modalitäten beschäftigen.

**Art. 6 -** Das FOREm trägt zur Anwerbung der bezuschußten Vertragspersonalmitglieder bei, was die Bestimmung des Profils und die Vorauswahl der Bewerber, sowie die ursprüngliche Ausbildung und die Weiterbildung dieses Personals angeht.

**Art. 7 -** Die S.L.A.I.E. stellen gemäß den durch den Minister festgelegten Mustern und jede in ihrem Bereich einen jährlichen Tätigkeitsplan und einen jährlichen Tätigkeitsbericht auf.

Der Tätigkeitsplan muß spätestens bis zum 15. November des Jahres vor dem Jahr, das vom Tätigkeitsplan betroffen ist, dem Minister, dem FOREm, der Verwaltung und dem zuständigen subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung übermittelt werden.

Der Tätigkeitsbericht muß spätestens bis zum 31. März des Jahres, das auf das von dem Tätigkeitsbericht betroffene Jahr folgt, dem Minister, dem FOREm, der Verwaltung und dem zuständigen subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung übermittelt werden.

**Art. 8 -** Das FOREm legt in seinem Jahresbericht die Ergebnisse seiner Zusammenarbeit mit den S.L.A.I.E. dar.

**Art. 9 -** Die S.L.A.I.E. gewährleisten den Personen, denen sie ihre Dienste anbieten:

- 1° die Vertraulichkeit und die Beachtung der Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art;
- 2° die Anwendung folgender Prinzipien: die Gleichbehandlung der Benutzer, die Transparenz und die Zugänglichkeit ihrer Dienststellen.

**Art. 10 - § 1.** Damit die Weiterbehandlung und die Bewertung der im Rahmen der in Artikel 4, § 1 erwähnten Aufgaben und des in Artikel 3, § 1, Absatz 1, 2° erwähnten Partnerschaftsabkommens bestimmten Aktionen gesichert ist, wird in jeder S.L.A.I.E. ein Begleitausschuß eingesetzt. Dieser besteht:

- 1° aus einem Vertreter der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 2° aus zwei Vertretern des FOREm, die durch den Generalverwalter oder seinen Stellvertreter bezeichnet werden;
- 3° aus dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats der S.L.A.I.E. oder seinem Stellvertreter und einem Mitglied des Personals der S.L.A.I.E.;

§ 2. Dier Ausschuß hat die Aufgabe:

- 1° alle drei Monate den erreichten Stand des jährlichen Tätigkeitsplans zu bewerten;
- 2° die Einhaltung und die Durchführung der beiderseitigen Verpflichtungen des Partnerschaftsabkommens zu bewerten;
- 3° auf Antrag einer der Parteien jeglichen Streitfall zu untersuchen, der in der Auslegung oder Anwendung des Partnerschaftsabkommens eintreten könnte.

§ 3. Dier Ausschuß nimmt Stellung durch Konsens.

Im Falle eines fortdauernden Streitfalls unterbreiten beide Parteien diesen dem Minister.

**Art. 11** - Artikel 2, Absatz 1, 7°, b) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern wird durch folgenden Text ersetzt:

« b) als lokale Empfangs- und Informationsdienststelle für die Beschäftigung gemäß den durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. März 1998 über die lokalen Empfangs- und Informationsdienststellen für die Beschäftigung festgelegten Modalitäten gegründet wurden. »

**Art. 12** - Artikel 4, § 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 3. Die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, b) genannten Arbeitgeber dürfen bezuschufte Vertragspersonalmitglieder nur einstellen, um die in Artikel 4, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 1998 über die lokalen Empfangs- und Informationsdienststellen für die Beschäftigung erwähnten Aufgaben auszuführen. »

**Art. 13** - Artikel 22, 1° desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 27. November 1997, wird aufgehoben.

**Art. 14** - Der in Artikel 7, Absatz 1 erwähnte jährliche Tätigkeitsplan muß für das Jahr 1998 spätestens 6 Wochen nach dem Datum der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt dem Minister, dem FOREm, der Verwaltung und dem zuständigen subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung übermittelt werden.

**Art. 15** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1998 wirksam.

**Art. 16** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. März 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 928

[C - 98/27223]

**26 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling**

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, a) en b);

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, Titel III, Hoofdstuk II — Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen, inzonderheid op de artikelen 93, vierde lid, 94 en 96, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, inzonderheid op de artikelen 2, eerste lid, 7°, b), 4, §§ 3 en 6, 5, § 2, derde lid, en 22;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 9 februari 1998;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 10 februari 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de opdrachten, de doelgroep en de begeleiding van de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling nader bepaald moeten worden vóór 1 januari 1998;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk specifieke maatregelen genomen moeten worden ten gunste van personen die in moeilijkheden verkeren wegens de economische context en de toestand op de arbeidsmarkt;  
Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "Minister" : de Minister van Tewerkstelling;
- 2° "Bestuur" : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° "FOREm" : de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"
- 4° "Geco's" : de gesubsidieerde contractuelen;
- 5° "S.L.A.I.E." : de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling die als verenigingen zonder winst oogmerk opgericht zijn en die noodzakelijkerwijs bestaan uit de plaatselijke openbare besturen, de "FOREm" en de privé-partners;
- 6° "besluit" : het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers.

**Art. 2.** De Regering stemt in met de oprichting van een "S.L.A.I.E." » in een gemeente op grond van de volgende criteria :

- 1° het aantal werkzoekenden die in de gemeente wonen en bij de FOREm ingeschreven zijn in verhouding tot het aantal inwoners van die gemeente;
- 2° het aantal bestaansminimumtrekkers die bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ingeschreven zijn in verhouding tot het aantal inwoners van de gemeente;
- 3° de afwezigheid van een vast plaatsingsbureau van de FOREm op het grondgebied van de gemeente;
- 4° de vervoersproblemen die de in moeilijkheden verkerende personen ondervinden om zich naar de diensten van de FOREm te begeven.

**Art. 3.** § 1. De "S.L.A.I.E." moeten aan de volgende criteria voldoen :

- 1° de plaatselijke openbare besturen mogen geen beslissende rol spelen binnen de raad van bestuur van een "S.L.A.I.E." ;
- 2° de "S.L.A.I.E." moeten met de FOREm samenwerken onder de voorwaarden bepaald bij een partnerschapsovereenkomst die de betrekkingen tussen de FOREm en elke "S.L.A.I.E." regelt en waarvan het model door de Minister bepaald wordt.

Het plaatselijk openbaar bestuur speelt een doorslaggevende rol wanneer het binnen de raad van bestuur door minstens tweederde van de leden vertegenwoordigd is.

§ 2. De in § 1, eerste lid, 2°, bedoelde partnerschapsovereenkomst moet o.a. de plichten van beide partijen vastleggen i.v.m. de regeling van :

- 1° de onderlinge informatie-uitwisseling;
- 2° de verspreiding van de documenten betreffende de aanvragen die door de in artikel 4, § 2, bedoelde personen ingediend worden;
- 3° de samenwerking bij de behandeling van de vacatures;
- 4° de samenwerking bij gezamenlijke acties.

§ 3. De "S.L.A.I.E." die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn, moeten uiterlijk drie maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* de in § 1, eerste lid, 2°, bedoelde partnerschapsovereenkomst sluiten.

**Art. 4.** § 1. De "S.L.A.I.E." moeten de volgende opdrachten vervullen :

- 1° de personen onthalen die moeilijkheden ondervinden inzake sociale integratie en inschakeling of wederopname in het arbeidsproces;
- 2° ze inlichten over de tewerkstellings- en opleidingsmogelijkheden, alsook over de gespecialiseerde diensten die door de FOREm of andere operateurs verleend worden;
- 3° ze, na vaststelling van hun behoeften, naar de bevoegde diensten voor tewerkstelling en vorming sturen;
- 4° ze persoonlijk begeleiden en voluntaristische acties voeren om hun sociale integratie en inschakeling of wederopname in het arbeidsproces te vergemakkelijken.

§ 2. Onder in moeilijkheden verkerende personen wordt verstaan :

- 1° de werkzoekenden die niet gewerkt hebben gedurende minstens 12 van de 24 maanden voorafgaand aan de uitvoering van één van de in § 1 bedoelde opdrachten;
- 2° de personen die sinds minstens 6 maanden recht hebben op het bestaansminimum bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;
- 3° de personen die sinds minstens 6 maanden recht hebben op de sociale bijstand bepaald bij de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 4° de bij de FOREm ingeschreven werkzoekenden die niet in het bezit zijn van een getuigschrift of diploma van het hoger secundair onderwijs;
- 5° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;
- 6° de gehandicapte werkzoekenden die ingeschreven zijn bij het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen).

§ 3. Het percentage van de werkzoekenden die niet tot de in § 2 bedoelde categorieën behoren, mag niet hoger zijn dan 10 % van de doelgroep waarop de in het kader van het in artikel 7 bedoelde activiteitenplan te voeren acties gericht zijn.

**Art. 5.** De "S.L.A.I.E." kunnen geco's in dienst nemen onder de bij het besluit bepaalde voorwaarden.

**Art. 6.** Bij de werving van geco's staat de FOREm in voor de profielbeschrijving en de voorselectie, alsook voor de aanvangsfase en de opvolging van de opleiding.

**Art. 7.** Elke "S.L.A.I.E." maakt jaarlijks een activiteitenplan en een activiteitenverslag op overeenkomstig het model dat door de Minister wordt bepaald.

Het activiteitenplan moet uiterlijk 15 november van het jaar voorafgaand aan dat waarop het betrekking heeft, overgemaakt worden aan de Minister, de FOREm, het Bestuur en het bevoegde Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming.

Het activiteitenverslag moet uiterlijk 31 maart van het jaar na dat waarop het betrekking heeft, overgemaakt worden aan de Minister, de FOREm, het Bestuur en het bevoegde Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming.

**Art. 8.** De FOREm neemt de resultaten van zijn samenwerking met de "S.L.A.I.E." » in zijn jaarverslag op.

**Art. 9.** De "S.L.A.I.E." waarborgen de personen aan wie ze hun diensten verlenen :

1° de vertrouwelijkheid en de inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

2° de toepassing van de volgende principes : de gelijkheid van de gebruikers, de doorzichtigheid en de toegankelijkheid van hun diensten.

**Art. 10.** § 1. In elke "S.L.A.I.E." wordt een toezichtcomité opgericht voor de opvolging en de evaluatie van de acties i.v.m. de opdrachten bedoeld in artikel 4, § 1, en de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 2°. Het comité bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsvorming van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° twee vertegenwoordigers van de FOREm die door zijn administrateur-generaal of diens afgevaardigde aangewezen worden;

3° de voorzitter van de raad van bestuur van de "S.L.A.I.E." of diens afgevaardigde en een personeelslid van de "S.L.A.I.E." .

§ 2. Het comité moet de volgende opdrachten vervullen :

1° de uitvoering van het jaarlijkse activiteitenplan driemaandelijks evalueren;

2° nagaan of de partijen de verbintenissen van de partnerschapsovereenkomst nakomen;

3° op verzoek van een partij, elk geschil onderzoeken dat zou kunnen ontstaan bij de interpretatie of de toepassing van de partnerschapsovereenkomst.

§ 3. Het comité spreekt zich bij consensus uit.

Als een geschil voortduurt, wordt het door de partijen aan de Minister onderworpen.

**Art. 11.** Artikel 2, eerste lid, 7°, b), van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, wordt vervangen als volgt :

« b) als plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling, opgericht onder de voorwaarden die bepaald zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 1998 betreffende de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling. »

**Art. 12.** Artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 3. De in artikel 2, eerste lid, 7°, b), bedoelde werkgevers mogen geco's alleen in dienst nemen om de opdrachten te vervullen die bedoeld zijn in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 1998 betreffende de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling. »

**Art. 13.** Artikel 22, 1°, van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 november 1997, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Het in artikel 7, eerste lid, bedoelde jaarlijks activiteitenplan moet, voor het jaar 1998, uiterlijk zes weken na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* overgemaakt worden aan de Minister, de FOREm, het Bestuur en aan het bevoegde Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming.

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

**Art. 16.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE